

THE QUEBEC GAZETTE.

LA GAZETTE DE QUEBEC.



THURSDAY, MAY 8, 1777.

JEUDI, le 8 MAI, 1777.

CHAP. XVI.

ORDONNANCE

Concerning the distribution of the estates and effects of persons leaving the province without paying their debts.

PREAMBLE.



HEREAS divers persons formerly residing in this province, have of late absconded and absented themselves therefrom, without making any provision for the payment of the debts by them due, AND WHEREAS it is just and reasonable that the estates and effects of such absentees, as well as of all others who may hereafter depart from the province without paying their debts, or conforming to certain rules prescribed in an ordinance of this present session, intituled, "An ordinance for preventing persons leaving the province without a pass," should be divided equally amongst their respective creditors in proportion to the amount of their respective demands: It is enacted by his excellency the captain-general and governor in chief of this province, by and with the advice and consent of the legislative council of the same, THAT

ART. I.

Any creditor of any absentee (except such as shall have obtained a pass) may call a meeting of all the creditors,

Any person being a creditor of any absentee, (excepting such as shall have conformed to the rules prescribed in the said ordinance, intituled, "An ordinance for preventing persons leaving the province without a pass,") may and shall, upon application made to any one of the judges of the court of common-pleas of the district wherein such absentee resided, be authorized by him to call a meeting of all the creditors of such absentee, by advertisement to be inserted in the Quebec Gazette, at least ten days previous to the day appointed for such meeting, to assemble before the judges of the said court, on some future court day; and the creditors who shall appear at such meeting, by themselves, or persons authorized to act for them, and shall have made oath of the amount of their claims before any one of the said judges, or shall produce their accounts against such absentee otherwise proved and authenticated according to law; or the major part of such creditors, are hereby authorized to nominate and elect such and so many trustees, to take the care and management of the estate and effects of their absentee debtor, as they, with the approbation of the said judges, or any two of them, shall think proper and necessary; and in cases where the judges disapprove of the nomination and election made by the creditors, the governor, or in his absence the lieutenant-governor, or commander in chief for the time being, is hereby authorized to name such and so many trustees, for the purpose aforesaid, as he in his discretion shall think proper; and the trustees shall cause such their election or nomination to be advertised in the Quebec Gazette as soon as may be.

ART. II.

The real and personal estates of the absentee to be vested in the trustees.

All the estate both real and personal belonging to such absentee in this province, shall immediately on such election or nomination become vested to all intents and purposes in the trustees so nominated as aforesaid; and they shall and may take possession thereof, in trust and for the use of all the creditors of such absentee, who shall prove their debts within thirteen months after the last mentioned notice in the Quebec Gazette, provided such debts shall have been contracted before the time of such absentee's leaving the province; and after having taken possession thereof, they shall make out an inventory of the same, to be filed in the said court of common-pleas.

The trustees to sell the personals

The said trustees shall and may sell and dispose of all the personal estate belonging to such absentee, rendering an account of the sales and net proceeds thereof, to be filed in the said court of common-pleas, within one month after the sale: but they shall not sell, convey, or dispose of any part of the real estate belonging to such absentee, without obtaining an order for that purpose from the judges of the said court or any two of them (who are hereby authorized and required to grant the same, if the proceeds of the personal estate belonging to such absentee be insufficient to pay all his debts) and the said trustees having thereupon sold the same for the best price or value that can be procured, shall likewise make out an account of the net proceeds thereof, to be filed in the said court within such time as shall be for that purpose limited in the said order.

ART. III.

Trustees are to make a dividend, within fourteen months, of the

The trustees and the survivors or survivor of them, shall within fourteen months after the time of their election or nomination, make an equal and rateable dividend of such

CHAPITRE XVI.

ORDONNANCE

Concernant la distribution des biens et effets des particuliers qui partent de la Province sans payer leurs dettes.

Préambule.



PLUSIEURS particuliers ci-devant résidens en cette Province, s'en étant dernièrement éloignés et absentes, sans faire aucuns arrangemens pour le paiement de leurs dettes, et étant juste et raisonnable que les biens et effets de tels absens, ainsi que de tous autres qui pourraient à l'avenir partir de cette Province sans payer leurs dettes, ou sans s'être conformés à certains réglemens prescrits dans une Ordonnance faite dans cette présente session, intitulée, Ordonnance pour empêcher qu'il ne soit de quitter la Province sans un passeport, soient distribués également entre leurs différens créanciers proportionnellement au montant de leurs différens créances:

Il est Statué par Son Excellence le Capitaine-general et Gouverneur en-Chef de cette province, de l'avis et consentement du Conseil Législatif d'icelle ce qui suit, QUE,

ARTICLE I.

Tout créancier de tout absent (excepté de ceux qui auront obtenu un passeport) pourra convoquer une assemblée de tous les créanciers,

Tout particulier qui sera créancier de quelqu'absent (excepté de celui qui se sera conformé aux réglemens prescrits par la dite Ordonnance, intitulée, Ordonnance pour empêcher qu'il ne soit de quitter la Province sans un passeport) pourra s'adresser à un des Juges de la cour des Plaidiers communs du district où tel absent était domicilié, pour être par lui autorisé à convoquer une assemblée de tous les créanciers de tel absent par un avertissement qui sera inséré dans la Gazette de Québec au moins dix jours avant celui nommé pour telle assemblée, qui se fera devant les Juges de la dite cour, un jour d'audience; et les créanciers qui paraîtront à telle assemblée par eux-mêmes ou par quelqu'autres qu'ils autoriseront à cet effet, et qui auront fait serment devant un des dits Juges du montant de leurs demandes ou qui produiront leurs comptes contre tel absent prouvés autrement et authentiquement suivant la loi; ou la majorité de tels créanciers sont, par ces présentes, autorisés de nommer et élire tels et autant de syndics pour prendre le soin et administration des biens et effets de leur débiteur absent, comm'ils le penseront convenable et nécessaire, avec l'approbation des dits Juges ou de deux d'entr'eux. Et dans les cas où les Juges désapprouveraient la nomination et élection faite par les créanciers, le Gouverneur, ou en son absence, le Lieutenant-gouverneur ou Commandant en Chef est, par ces présentes, autorisé de nommer tels et autant de syndics à l'effet ci-dessus, ainsi qu'il le pensera juste; et les syndics seront publier, aussitôt possible, dans la Gazette de Québec leur nomination et élection.

qui nommeront des Syndics qui seront approuvés par les juges de la Cour des Plaidiers communs,

s'ils sont par eux désapprouvés,

le Gouverneur nommera ceux qu'il jugera à propos, leur nomination sera publiée dans la Gazette de Québec.

Les meubles et immeubles des absens seront en la possession des Syndics.

Tous les biens meubles et immeubles appartenans à tel absent en cette Province seront, immédiatement sur telle élection ou nomination, en la possession, à tous égards, des syndics ainsi choisis et approuvés ou nommés comme ci-dessus et ils en prendront et pourront prendre possession en dépôt et pour le profit de tous les créanciers de tel absent, qui prouveront leurs créances dans treize mois après le dernier avertissement mentionné dans la Gazette de Québec; pourvu que telles créances aient été contractées avant que tel absent ait quitté la Province; et après qu'ils auront pris possession des dits biens, ils en feront un inventaire qu'ils enfilent dans la cour des Plaidiers communs.

Les Syndics vendront les meubles,

mais ils ne vendront point les immeubles sans un ordre de la Cour.

Les Syndics feront dans 14 mois un dividende de l'argent qu'ils auront recueilli; et ensuite autant de fois qu'ils auront de l'argent suffisamment entre leurs mains pour payer 6d. par livre,

Les dits syndics seront et pourront faire vendre et disposer de tous les biens meubles appartenans à tel absent, qui rendront un compte de la vente et du produit net d'icelle qui sera enfilé dans la dite cour des Plaidiers communs dans un mois après la vente: mais ils ne vendront, n'engageront et ne disposeront d'aucunes parties des immeubles appartenans à l'absent, sans en avoir obtenu un ordre des Juges de la dite cour ou de deux d'entr'eux (qui sont par ces présentes autorisés et requis de l'accorder, si le produit des meubles appartenans à l'absent ne sont point suffisans au paiement de toutes ses dettes) et les dits syndics après les avoir vendus sur tel ordre au meilleur prix et avantage qu'ils pourront, en seront également un compte du produit, qui sera enfilé en la dite cour dans le tems qui sera limité par le dit ordre.

ARTICLE III.

Les syndics et leurs survivans, seront dans quatorze mois, après le tems de leur élection ou nomination, un égal et juste dividende de l'argent qu'ils auront recueilli et reçu, entre tous les créanciers qui auront prouvé leurs créances dans le tems ci-dessus limité, et seront après des dividendes autant de fois qu'ils auront suffisamment d'argent entre leurs mains pour payer les créanciers à six penneis par livre.

money they shall have collected, and afterwards as often as they shall have money in hand sufficient to pay 6d. in the pound. If there should be any surplus, it is to be paid to the order of the absentees.

monies as they shall have collected and received, amongst all the creditors, who shall have proved their debts within the time above limited; and shall afterwards make dividends as often as they shall have money in hand, sufficient to pay the creditors six-pence in the pound.

If any surplus should remain in the hands of the trustees or the survivors or survivor of them, after paying all the debts due by such absentee, proved as aforesaid; the same shall be paid to such person as shall be empowered by the absentee to receive the same.

**ART. IV.**

The trustees, elected and approved of, or nominated as aforesaid, and the survivors or survivor of them, are hereby empowered to prosecute, maintain, and defend any action or actions for the benefit and advantage of the estate of the absentee, in any of the courts of justice in this province, as fully and effectually as the absentee himself might do, if he was present.

**ART. V.**

Wherever any person who shall have complied with the rules prescribed in the before recited ordinance, shall have been absent from the province for upwards of a twelve-month, the creditors of such person are hereby empowered, after that period, to proceed to the nomination and election of trustees to his estate and effects, and to the sale thereof, and the distribution of the proceeds thereof, in the same manner as is herein before directed to be done, concerning such persons as shall leave the province without conforming to the said rules.

**GUY CARLETON.**

Enacted by the authority aforesaid, and passed in council under the Great Seal of the province, at the council chamber in the castle of St. Lewis, in the city of Quebec, the twenty-third day of April, in the seventeenth year of the reign of our sovereign Lord GEORGE the Third, by the grace of God, of Great Britain, France, and Ireland, King, defender of the faith, and so forth, and in the year of our Lord, one thousand seven hundred and seventy-seven.

By his EXCELLENCY'S Command,

J. WILLIAMS, C. L. C.

*N. B. In the last line but one, of the second article of the ordinance for repairing and amending the public highways and bridges in this province, published in the Gazette N<sup>o</sup> 607; instead of five read ten shillings. It stands right in the translation.*

**BY**

**SIR GUY CARLETON,**

*Knight of the most honorable order of the Bath, Captain-General and Governor in Chief of the province of Quebec, General and Commander in chief of his Majesty's Forces in the said Province and the Frontiers thereof, &c. &c. &c.*

**A PROCLAMATION.**

**W**HEREAS it is inexpedient, and might prove dangerous, at this time, and in the present circumstances of the province, to allow of a free exportation of the provisions thereof, I have thought fit by and with the advice of his majesty's council; to issue this proclamation, hereby strictly forbidding and prohibiting all cattle or other live stock, during the course of the present year, and until the last day thereof, to be exported or sent out of the same; except such as shall have been purchased for the use of his majesty's forces under my command, or that shall be necessary for the sustenance, diet, and support of the commanders, mariners, passengers, or others, belonging to his majesty's ships, or other vessels departing therefrom; and I do order and direct that no corn, flour, or biscuit, be exported or sent out of the province, except for the use and purposes above mentioned, until it can be exactly ascertained whether the same may be with safety permitted; whereof due notice shall be given by proclamation or otherwise. And of this, the officers of his majesty's customs, and all others whom these may concern, are required to take notice, and govern themselves accordingly.

*GIVEN under my hand and seal at arms, at the castle of St. Lewis, in the city of Quebec, the third day of May, one thousand seven hundred and seventy-seven, in the seventeenth year of his majesty's reign.*

**GUY CARLETON.**

By his EXCELLENCY'S command,  
J. WILLIAMS, C. C.

**GOD Save the KING.**

**DISTRICT of QUEBEC.** **W**HEREAS by an Ordinance of this Province, dated the 29th day of March, 1777, it is ordered and required that the Commissioners of the Peace in their Quarter-sessions do fix and regulate, as often as they shall see occasion, the rates that shall be paid for the carriage of any goods on any cart, truck or sled, within the towns of Quebec and Montreal or the Suburbs thereof:

In Pursuance thereof, at a Court of General-quarter-sessions of the Peace, held in the city of Quebec, for the district of Quebec, on Tuesday the 8th day of April, 1777, and continued by adjournment to the 1st day of May following, by the Commissioners who were then present, it is ordered and directed as follows:

I. For the carriage of every load, consisting of four Barrels or eight Bags of flour, or four barrels of loaf-sugar, bread, peas, or wheat, three barrels of melasses, brown or powder sugar, brandy, pitch, tar, or turpentine, pork, beef, or of two hogheads or one pipe or puncheon of wine, rum, brandy, sugar, tobacco or water, or other goods of the same weight, taken up on the beach in the Lower-town, or on the King's Wharff, and carried to any other part of the Lower-town, as far as Mr. Lyburner's Wharff, there shall be paid four pence or the value thereof, except melasses taken up and carried as aforesaid, for which there shall be paid six pence per puncheon.

II. For every load, consisting as is above mentioned, taken up on Mr. Drummond's Wharff, or between that and the King's Wharff, and carried to any part of the Lower-town, not farther than the house in the Sault-au-ma-

*S'il se trouvoit du surplus, il sera payé à l'ordre de l'absent.*

*S'il restait entre les mains des syndics ou de leurs survivans, quelques surplus, après avoir payé toutes les dettes de tel absent, prouvées comme il est dit ci-dessus, ils le paieront à telle personne qui sera autorisée par l'absent à le recevoir.*

**ARTICLE IV.**

*Les Syndics autorisés à poursuivre, &c.*

Les syndics élus et approuvés ou nommés comme ci-dessus et leurs survivans sont, par ces présentes, autorisés à poursuivre, soutenir et défendre tous procès ou actions pour le bénéfice et avantage des biens de l'absent, dans toutes cours de justice en cette Province, aussi pleinement et aussi effectivement que pourrait faire l'absent lui-même, s'il était présent.

**ARTICLE V.**

*Celui qui se sera conformé aux réglemens prescrits pour obtenir un passeport, s'il s'absente de la Province, pour plus d'une année, ses créanciers, pourront procéder, après ce tems, contre ses biens et effets en la forme ci-dessus.*

Si quelque particulier qui se sera conformé aux réglemens prescrits par l'Ordonnance ci-dessus mentionnée, reste absent de la Province plus d'une année, ses créanciers sont, par ces présentes, autorisés de procéder, après ce tems, à la nomination et élection de syndics à ses biens et effets, de les vendre et d'en distribuer le produit; dans la même manière qu'il est ci-dessus ordonné de le faire, contre ceux qui auront quitté la Province sans se conformer aux dits réglemens.

(Signé) **GUY CARLETON.**

*Statué par la susdite autorité et passé en Conseil sous le Grand Sceau de la Province, en la Chambre du Conseil au Château St. Louis, en la ville de QUEBEC, le vingt-troisième jour du mois d'Avril, dans la dix-septième année du Règne de Notre Souverain Seigneur GEORGES Troisième, par la Grâce de DIEU, Roy de la Grande-Bretagne, de France, et d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. &c. &c. de l'année de Notre Seigneur mil sept cents soixante dix-sept.*

Par Ordre de Son EXCELLENCE,

J. WILLIAMS, C. L. C.

*Traduit par Ordre de son EXCELLENCE, F. J. CUGNET, S. F.*

*N. B. Dans l'avant dernière ligne du deuxième article de l'Ordonnance pour réparer, réformer et entretenir les grands chemins publics et les ponts en cette Province, publiée dans la Gazette N<sup>o</sup> 607; au lieu de Cinq il faut lire Dix shillings. La traduction étant juste.*

**P A R**

**MESSIRE GUY CARLETON,**

*Chevalier du très honorable ordre du Bain, Capitaine-general et Gouverneur en Chef de la Province de Québec; General et Commandant en Chef des armées de sa Majesté dans la dite Province et frontières d'icelle, &c. &c. &c.*

**PROCLAMATION.**

**N**'Etant pas à propos et pouvant être dangereux, actuellement, et dans les circonstances présentes de la Province, de permettre une sortie libre des provisions d'icelle, j'ai jugé à propos, de l'avis du Conseil de sa Majesté, de faire publier cette Proclamation, pour faire très expresses inhibitions et défenses de sortir ou d'exporter d'icelle pendant le cours de cette présente année, et jusqu'au dernier jour d'icelle, toutes bêtes à corne et autres animaux vivans, excepté ceux qui auront été achetés pour le service des armées de sa Majesté, sous mon commandement, ou qui seront nécessaires pour la subsistance et nourriture des commandans, matelots, passagers ou autres appartenans aux vaisseaux de sa Majesté, ou autres bâtimens partans de cette Province; et j'ordonne et commande qu'il ne soit exporté ou envoyé de la Province, aucun bled, farine ou biscuit, excepté pour l'usage et l'effet ci-dessus mentionnés, jusqu'à ce qu'il puisse être fixé certainement, s'il sera permis de le faire sans danger, dont on donnera connaissance par Proclamation ou autrement. Et les officiers des Douanes de sa Majesté et tous autres qui pourront y être intéressés sont requis de faire attention aux présentes et de s'y conformer.

*Donné sous mon seing et le sceau de mes armes, au Château St. Louis dans la ville de Québec, le troisième jour de Mai mil sept cents soixante dix-sept, dans la dix-septième année du règne de sa Majesté.*

(Signé) **GUY CARLETON.**

Par Ordre de Son EXCELLENCE,

(Signé) J. WILLIAMS.

*Traduit par Ordre de Son EXCELLENCE, F. J. CUGNET, S. F.*

**VIVE LE ROI.**

**DISTRICT de QUEBEC.** **V**U que par une Ordonnance de cette province, en date du 29me jour de Mars 1777, il est ordonné et requis que les Commissaires de la paix, dans leurs séances de quartier, fixent et régulent aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaire, les Taux qui seront payés pour le charriage de tous effets en charette, cabrouet ou traine dans les villes de Québec et de Montréal ou faubourgs d'icelles.

En conséquence d'icelle, à une cour de séance générale de quartier de la paix, tenue dans la ville de Québec pour le district de Québec, Mardi huitième jour d'Avril 1777, et continuée par ajournement au premier jour de Mai suivant, par les Commissaires alors présens il a été ordonné et dirigé comme suit:

I<sup>o</sup> Pour le charriage de chaque voiture, composée de quatre barils ou de huit sacs de farine, quatre barils de sucre en pain, de pain, pois ou bled, trois barils de melasse, sucre brut ou en poudre, eau-de-vie, brai, goudron ou térébentine, lard, beef, ou de deux bariques ou une pipe ou poinçon de vin, rum, eau-de-vie, sucre, tabac ou eau, ou autres marchandises de même pesanteur, qu'on chargera sur les grèves de la Basse-ville, ou sur le quai de Roi, et qu'on transportera à quelque autre endroit de la Basse-ville, jusqu'à la distance du quai de Mr. Lyburner, on paiera Quatre sols ou la valeur d'iceux, excepté la melasse chargée et transportée comme il est dit ci-dessus, pour laquelle on paiera Six sols par poinçon.

II<sup>o</sup> Pour chaque voiture, composée comme ci-dessus mentionné, chargée sur le quai de Mr. Drummond, ou entre cela et le quai du Roi, et transportée à quelque endroit de la Basse-ville qui ne soit pas plus loin que la maison communément connue sous le nom de la maison de Cadet dans le Sault-au-mateiot, on paiera pour le charriage d'icelle Cinq sols, et pour chaque poinçon de melasse chargé et transporté à la distance susdite Sept sols et demi.

relot, commonly known by the name of *Cadet's House*, there shall be paid for the cartage thereof, five pence, and for every puncheon of melasses, taken up and carried the aforesaid distance, seven pence half-penny.

III. For every load, consisting as aforesaid, taken up in the Lower-town on the King's Wharff, or between that and Mr. *Lymburner's Wharff*, and carried to any place between *Cadet's House* and the Palace; there shall be paid for the cartage thereof seven pence half-penny, and for every puncheon of melasses carried the same distance ten pence.

IV. For every ordinary load as aforesaid, taken up between the King's and Mr. *Drummond's Wharff*, and carried to any place beyond *Cadet's House*, as far as the Palace, there shall be paid for the cartage thereof ten pence, and for every puncheon of melasses carried the same distance twenty-five coppers, or half-pence.

V. For every hundred bushels of wheat, taken up and carried within the limits mentioned in the first article, there shall be paid for the cartage thereof twenty pence, and for every hundred bushels of salt, taken up and carried within the said limits there shall be paid two shillings.

VI. For every hundred bushels of wheat or salt, taken up and carried within the limits mentioned in the second or third articles, the price shall be increased in proportion as on the other goods mentioned in the said articles.

VII. For every cord of wood, taken up in any part of the Lower-town and carried to any other part of the Lower-town, there shall be paid for the cartage thereof ten pence.

VIII. For every hundred of boards of ten or twelve feet long, taken up and carried within the limits of the first article, there shall be paid one shilling and four pence, and so in proportion for any greater distance.

IX. For every hundred of plank of ten or twelve feet long, taken up and carried within the limits mentioned in the first article, there shall be paid for the cartage thereof two shillings, and so in proportion for any greater distance.

X. For every load, consisting as is mentioned in the first article, taken up on the King's Wharff, or between that and Mr. *Lymburner's Wharff*, and carried to the Upper-town, as far as the Recollets or Jesuits College, there shall be paid seven pence, and for carrying the same to any greater distance within the gates of the city, there shall be paid two pence over and above the said seven pence.

XI. For every puncheon of melasses, taken up within the limits mentioned in the last article and carried to the Upper-town, as far as the Recollets or Jesuits College, or any other place equally distant, there shall be paid one shilling, and for carrying the same to any greater distance within the gates of the city, there shall be paid three pence over and above the said shilling.

XII. For every cord of wood, taken up in the Lower-town and carried to the Upper-town, as far as the Recollets or Jesuits College, or any other place equally distant, there shall be paid twenty pence, and for carrying it farther, provided it be within the gates of the city, there shall be paid four pence over and above the said twenty pence.

XIII. For the cartage of every cord of wood, taken from the beach near to the Intendant's Palace, and carried to any part of the Upper-town, there shall be paid one shilling and six pence.

XIV. For every hundred of boards, taken up on the beach near to the Intendant's Palace, and carried to any part of the Upper-town, there shall be paid two shillings; and for the cartage of every hundred of planks taken from the said beach, and carried to the Upper-town, there shall be paid for the same three shillings and six pence.

XV. For every hundred of boards of ten or twelve feet long, taken up in the Lower-town, and carried to any part of the Upper-town, there shall be paid two shillings and six pence.

XVI. For every hundred of planks of ten or twelve feet long, taken up and carried as in the foregoing article, there shall be paid four shillings.

XVII. For every load, consisting as is mentioned in the first article, taken up in the Upper-town and carried to any other part of the Upper-town, within the gates thereof, there shall be paid five pence; and for every puncheon of melasses taken up and carried within the said limits, there shall be paid seven pence.

And to prevent frauds by the drivers of carts, trucks or other carriages, who work for hire, It is hereby Ordered, That no person or persons shall presume to exercise the profession of a carter for hire within the town or suburbs of *Quebec* after the tenth day of May instant, without first obtaining from the two sitting Commissioners of the peace for the time being an order to the Clerk of the peace to enregister him as a carter, and a certificate under his hand specifying the number of his cart or carriage and the time of his being registered as such.—And the said number shall be painted on or affixed by a ticket to his cart or carriage, and the said Clerk of the peace is hereby empowered in consequence of such order, to grant such certificates, upon due application, and to keep a book wherein he is to insert the carter's name and time of entry, and the number he is to carry on his cart or carriage, to the end that the person or persons injured may the more easily obtain redress.

And that from and after the publication hereof, no person or persons shall, on any pretence whatsoever, gallop or ride at full speed on horseback, or having the charge of any horse or horses in any cart, truck or sled, shall ride upon such horse or horses, or remain placed in or upon any part of such cart, truck, or sled, within any of the streets or highways of the town or suburbs of *Quebec*; and that no such driver or drivers shall omit, during such time, to lead such horse or horses by the reins, nor shall drive such horse or horses faster than a foot-pace.—And that no owner or owners of any trucks, carts or sleds, shall employ young boys to drive the same, but such person or persons as are capable to load and unload their respective carts, trucks or sleds.

And all drivers of carts, trucks or sleds, when unemployed, are hereby ordered and required to repair to the Market-places in the Upper and Lower-towns, and to remain there till they are engaged to work, and so soon as they are engaged they shall immediately depart; and they shall not presume to continue in the said Market-place and plead a prior engagement, but must go with the first person who demands them.

And it is declared and enacted by the ordinance aforesaid, That any carter who shall, after the publication of the foregoing table or regulation, ask or receive a higher price than is thereby allowed, or shall refuse to work and be employed at the price specified in such rate, or shall disobey any of the regulations made by the said Commissioners, shall for every offence forfeit the sum of twenty shillings, to be recovered, if sued for within fifteen days, by information before any one Commissioner of the peace, who shall hear and determine such information in a summary manner, and upon the oath of one credible witness (being some other than the informer) and shall cause such penalty, together with the costs of suing for the same, to be levied by a warrant to seize and sell the goods of the offender; one half of such penalty shall belong to the King's Majesty and the other to the person who shall sue for the same.

By the Court,

DAVID LYND, Clerk of the Peace.

III. Pour chaque voiture, composée comme il est dit ci-dessus, chargée dans la Basse-ville sur le quai du Roi, ou entre ce quai et celui de Mr. *Lymburner*, et transportée à quelque endroit entre la maison de *Cadet* et le Palais, on paiera pour le chariage d'icelle Sept sols et demi, et pour chaque poinçon de melasse transporté à la même distance Dix sols.

IV. Pour chaque voiture ordinaire comme il est dit ci-dessus, chargée entre le quai du Roi et celui de Mr. *Drummond*, et transportée à quelque endroit au-de-là de la maison de *Cadet* jusqu'au Palais, on paiera pour le transport d'icelle Dix sols, et pour chaque poinçon de melasse transporté à la même distance Vingt-cinq coppers ou demi sols.

V. Pour chaque cent minots de bled, chargé et transporté dans les limites mentionnées dans le premier article, on paiera pour le transport d'icelui Vingt sols; et pour chaque cent minots de sel, chargé et transporté dans les dites limites, on paiera Deux shellings.

VI. Pour chaque cent minots de bled ou sel, chargé et transporté dans les limites mentionnées dans le second ou troisième article, le prix sera augmenté à proportion des autres marchandises mentionnées dans les dits articles.

VII. Pour chaque corde de bois, chargée en quelque endroit de la Basse-ville et transportée à quelque autre endroit de la Basse-ville, on paiera pour le chariage d'icelle Dix sols.

VIII. Pour chaque cent de planches de dix ou douze pieds de longueur, chargé et transporté dans les limites du premier article, on paiera Un shelling et quatre sols, et ainsi à proportion pour quelque plus grande distance.

IX. Pour chaque cent de planches de dix ou douze pieds de longueur, chargé et transporté dans les limites mentionnées au premier article, on paiera pour le transport d'icelui Deux shellings, et ainsi à proportion pour une plus grande distance.

X. Pour chaque voiture, composée comme il est mentionné dans le premier article, chargée sur le quai du Roi, ou entre le dit quai et celui de Mr. *Lymburner*, et transportée à la Haute-ville, jusqu'à la distance des Recollets ou du Collège des Jésuites, on paiera Sept sols, et pour la transporter plus loin en dedans des portes de la ville, on paiera Deux sols outre les Sept sols susdits.

XI. Pour chaque poinçon de melasse, chargé dans les limites mentionnées dans le dernier article et transporté à la Haute-ville, jusqu'à la distance des Recollets ou du Collège des Jésuites, ou à quelque autre endroit également éloigné, on paiera Un shelling; et pour le porter plus loin, en dedans des portes de la ville, on paiera Trois sols outre le dit shelling.

XII. Pour chaque corde de bois, chargée à la Basse-ville et transportée à la Haute-ville, jusqu'à la distance des Recollets ou du Collège des Jésuites, ou à quelque autre endroit également éloigné, on paiera Vingt sols, et pour la transporter plus loin, pourvu que ce soit en dedans des portes de la ville, on paiera Quatre sols outre les susdits Vingt sols.

XIII. Pour le chariage de chaque corde de bois, chargée sur la grève près du palais de l'Intendant et transportée à quelque endroit de la Haute-ville, on paiera Un shelling et Six sols.

XIV. Pour chaque cent de planches, chargé sur la grève près le palais de l'Intendant et transporté à quelque endroit de la Haute-ville, on paiera Deux shellings; et pour le chariage de chaque cent de madriers de la dite grève à quelque endroit de la Haute-ville, on paiera Trois shellings et six sols.

XV. Pour chaque cent de planches de dix ou douze pieds de long, chargé en quelque endroit de la Basse-ville et transporté à quelque endroit de la Haute-ville, on paiera Deux shellings et six sols.

XVI. Pour chaque cent de madriers de dix ou douze pieds de long, chargé et transporté comme dans l'article précédent, on paiera Quatre shellings.

XVII. Pour chaque voiture, composée comme il est mentionné dans le premier article, chargée dans la Haute-ville et transportée à quelque autre endroit de la Haute-ville en dedans des portes d'icelle, on paiera Cinq sols; et pour chaque poinçon de melasse chargé et transporté dans les dites limites, on paiera Sept sols.

Et pour prévenir les fraudes des conducteurs de charrettes, cabrouets ou autres voitures, qui travaillent à louage, il est ordonné par le présent, qu'aucunes personne ou personnes ne présumeront d'exercer la profession de charrier dans la ville et faubourgs de *Quebec* après le dix du présent mois de Mai, sans avoir auparavant obtenu des deux Commissaires de la paix alors siégeant, un ordre adressé au Greffier de la paix de l'enrégistrer comme charrier, et un certificat sous sa signature spécifiant le numéro de la charrette ou voiture, et le tems de son enrégistrement comme tel. Et le dit numéro sera peint sur la charrette ou voiture, ou apposé par un étiquet à icelle; et le Greffier de la paix est par le présent autorisé, en conséquence de tel ordre, d'accorder tels certificats sur la demande qui lui en sera faite après les formalités requises, et de tenir un livre dans lequel il insérera les noms des chartiers, le tems de leur réception, et le numéro qu'ils doivent avoir sur leurs charrettes ou voitures, afin que les personnes qui seront lésées puissent avec plus de facilité obtenir satisfaction.

Et que depuis et après la publication du présent, aucunes personne ou personnes, sous quelque prétexte que ce soit, ne galoperont ni ne courront à cheval, ou aiant la conduite de quelque cheval ou chevaux attelés à aucunes charrette, cabrouet ou traine, ne monteront sur tel cheval ou chevaux, ni ne demeureront placés sur aucune partie de tels charrette, cabrouet ou traine, dans aucunes des rues ou chemins publics de la ville et faubourgs de *Quebec*; et qu'aucun tel conducteur ou conducteurs ne manqueront durant tel tems de conduire tel cheval ou chevaux par les guides, ni ne seront aller tel cheval ou chevaux plus vite que le pas. Et qu'aucun propriétaire ou propriétaires de cabrouets, charrettes ou traines, n'emploieront de petits garçons à les conduire, mais des personnes capables de charger et décharger leurs charrettes, cabrouets ou traines respectifs.

Et tous conducteurs de charrettes, cabrouets ou traines, lorsqu'ils ne seront point employés, sont par le présent ordonnés et requis de se rendre sur les places de marché dans la Haute et Basse-ville et de s'y tenir jusqu'à ce qu'on les engage pour travailler, et aussitôt qu'ils seront engagés ils partiront immédiatement, et ils ne prétendront pas rester dans la dite place de marché alléguant un engagement précédent, mais ils suivront la première personne qui les demandera.

Et il est déclaré et établi par l'Ordonnance susdite, que tous chartiers qui après la publication de la table ou règlement précédent, demanderont ou recevront de plus hauts prix que ceux qui sont accordés, ou qui refuseront de travailler et de s'employer aux prix spécifiés aux dites taxes, ou qui déobéiront à quelques uns des réglemens faits par les dits Commissaires, encourront pour chaque contravention une amende de la somme de vingt shellings, qui sera prélevée, si elle est poursuivie dans l'espace de quinze jours, sur une information pardevant un Commissaire de la paix, qui entendra et décidera telle information sommairement, sur le serment d'un témoin digne de foi (autre que le dénonciateur) et qui ordonnera que l'amende avec les frais de poursuite seront prélevés par un ordre de saisie et de vente des biens meubles du contrevenant; la moitié de l'amende appartiendra à sa Majesté, et l'autre moitié à celui qui aura poursuivi.

Par Ordre de la Cour,

DAVID LYND, Greffier de la paix.

**REGULATIONS FOR THE POLICE,**

By order of the Commissioners of the peace, at a court of General quarter-session held at Quebec the eighth day of April, 1777, and continued by adjournment to the first of May following; in pursuance of an Ordinance of the Governor and Legislative Council, dated the twenty-third of April, 1777.

**ART. I.** It is ordered that every House-keeper, and every owner of an empty house or emplacement in the Upper and Lower-towns, shall within five days after the publication of the regulations herein contained by the public Cryer or Bellman, clean or cause to be cleaned, one half of the width of the street opposite to his or her house, hangard, outhouse or emplacement, and where the said house, &c. is so situated as to have entrance from two streets, the occupier shall clean his part of both streets, or being a corner house shall have three sides each on a different street, the owner or occupier shall clean his portion of the three streets.—The dirt or rubbish collected in each such portion of the different streets shall be made up in heaps near the walls of the different houses: Persons living in the Lower-town shall cause all the dirt and rubbish to be collected to be removed within four and twenty hours, and laid on the beach at low water mark, taking care so to lay it, as that it may in no wise be hurtful to the landing-place, Cul-de-Sac, or to any Wharf.—All the dirt and rubbish of the Upper-town shall be carried without the walls, or laid down within the walls near the quarries so as not to be a nuisance, and so far from the streets or any house as not to be offensive.—Whoever shall not comply with every part of this Article shall forfeit ten shillings.

**ART. II.** The Butchers stalls in the Upper and Lower-towns shall be look'd on as houses, and the owners of them shall keep the portion of the street or market-place before and behind each stall always clean, under a penalty of five shillings.

**ART. III.** No horse or hog shall be suffered to stray in the streets under a penalty on the owner of five shillings for every offence.

**ART. IV.** No person shall throw dirty water, dust, ashes, foot, filth or dirt of any kind into the streets, under a penalty of five shillings for every offence.

**ART. V.** No person shall be permitted to pile wood in the streets, nor shall any body leave carts, caleches, carioles, or casks to encumber the streets, under a penalty of five shillings for every offence.

**ART. VI.** Every person disobeying the order of any Commissioner of the peace to remove a nuisance or encumbrance found on the said person's portion of the street, shall pay five shillings every time that he refuses to obey the order.

**ART. VII.** No person shall be permitted to keep hogs in any pen, yard or court so near any street as to be offensive to his neighbours or to people passing, under a penalty of twenty shillings, and he shall be obliged to remove them.

**ART. VIII.** Every Butcher shall keep the place where he kills his cattle clean, and as free as possible from offensive smell.

If the smell of any such place shall become at any time offensive, and complaint thereof be made to a Commissioner of the peace, he may grant a written order directed to a bailiff, commanding the Butcher complain'd of to admit the said complainant, accompanied by the bailiff, to view the place where he kills his cattle; if the Butcher shall refuse to admit them, he shall for every such refusal pay twenty shillings; but if in obedience to the order he shall permit them to visit the said place, and if they shall find that the offensive smell proceeds from the dirtyness and filth found there, the Butcher so offending shall pay ten shillings, and shall immediately cause the filth to be removed.

**ART. IX.** No person shall kill calves or any other animal in the streets or market-places, under a penalty of five shillings.

**ART. X.** No person having brought sturgeon or other large fish to market shall gut them in the streets or market-places, under a penalty of five shillings.

**ART. XI.** Every person shall clean the street before his house, outhouse, hangard or emplacement every Saturday, under a penalty of five shillings.

**ART. XII.** The Carters shall clean the market-place in the Lower-town every Saturday, under a penalty of five shillings on every Carter who shall refuse to assist at that work.

By the Court,

DAVID LYND, Clerk of the Peace.

**QUEBEC, MAY 8.**

On Monday last arrived here from Port-Basque in Newfoundland, the Transport Ship General Conway, being the first foreign Vessel this Season.

And on Tuesday Morning His Majesty's Ship Apollo, Capt. Pownall, also arrived here from Plymouth in 34 Days. In her came Passengers General BURGONNE and his Aide-de-Camp, Capt. Lemaitre, Thomas Ainslie, Esq; Collector, Mr. Alexander Davison, Merchant, and Mrs. and Miss Drummond. About 10 o'Clock the Yards of the frigate being manned the General landed under a Discharge of Canon.

The same Day being the anniversary of raising the siege of this City by the Rebels, in the Evening several curious and well-executed fire-works were play'd off on the parade, to the entire satisfaction of a numerous concourse of spectators.

We hear the Hon. PETER LIVIUS, Esq; is appointed Chief Justice of this Province, and JOHN DRUMMOND, Esq; a Member of the Legislative Council.

Some articles of intelligence from the London Papers, we are obliged to postpone till our next for want of room.

**ADVERTISEMENTS.**

ALL those who have any demands on James Perry, Taylor at Montreal, Bankrupt, are desired and requested to send their accounts within a month from the publication hereof to Mr. PETER PANET, Advocate and Notary at Montreal, the Trustee for the creditors of the said James Perry, on failure whereof they will be answerable for their negligence, and forfeit their dividend. All those who are indebted to the said James Perry are likewise required and desired to make immediate payment to the said PETER PANET, Trustee, otherwise he will be under the disagreeable necessity of having recourse to the law.

The sale of the goods and merchandize belonging to the said James Perry will be in the house he now lives in, and begin on Monday the 12th of May next, to the highest bidder.  
Montreal, April 26, 1777. P. PANET, Trustee.

ALL Persons are hereby notified, That James Costello, leather breeches maker, is determined to leave this country, in thirty days from the date hereof; and all those who are indebted to him are desired to make speedy payment, and those who have any demands on him to bring in their Accounts, which will be paid.  
QUEBEC, May 5, 1777.

Lost the 5th Instant at the King's Battoe yard at St. Roch,

A Silver WATCH, Maker's Name George Lion, London, N<sup>o</sup> 3139. Whoever brings it to the PRINTER shall have FOUR DOLLARS Reward.

**TO THE PUBLICK.**

THE subscriber, having enter'd into Contract with the Post-Office to forward His Majesty's Couriers the first stage towards Montreal, intend to keep a number of good horses and carriages to let to hire between Quebec and the Post-house at Cap-rouge.  
FREDERICK PETRY.  
QUEBEC, May 1, 1777.

**AU P U B L I C.**

LE Souffigné aiant contracté avec le Directeur des Postes pour mener les Couriers de sa Majesté jusqu'à la premiere station partant pour Montréal, se propose d'entretenir un nombre de bons chevaux et de bonnes voitures à louage depuis Québec jusqu'à la maison de poste au Cap-rouge.  
QUEBEC, le 1 Mai, 1777. FREDERIC PETRY.

A VENDRE à l'IMPRIMERIE à QUÉBEC, DES CONNOISSEMENS FRANCOIS.

**REGLEMENT DE POLICE,**

Par ordre des Commissaires tenant une cour générale de quartier en la ville de Québec le huit d'Avril 1777, et continué par ajournement jusqu'au premier de May suivant; en conformité d'une Ordonnance de son Excellence le Gouverneur et du Conseil Législatif, en date du vingt-trois Avril de la dite année.

**ART. I.** Il est ordonné à tous locataires, ainsi qu'à tous propriétaires de maisons non-occupées, ou emplacements, tant dans la Haute que dans la Basse-ville, dans le terme de cinq jours après la publication du présent règlement, qui sera faite au son de la cloche par le crieur public, de nettoier ou faire nettoier la moitié de la largeur de la rue vis-à-vis leurs maisons, hangards, autres édifices ou emplacements; là où les dites maisons, &c. sont situées de manière à avoir entrée sur deux rues, le locataire nettoiera sa part des deux rues; ou toute maison qui forme un coin et fait face à trois rues différentes, le propriétaire ou le locataire fera nettoier sa part des dites trois rues.—Les immondices et décombres seront ramassés dans chaque partie des dites rues en tas près des murailles des dites maisons. Les personnes demeurantes dans la Basse-ville feront transporter toutes ces immondices et décombres sur la grève à basse marée dans l'espace de vingt-quatre heures, prenant garde de ne les y mettre de manière à incommoder en aucune façon les places de débarquement, le Cul-de-sac ou les quais.—Toutes les immondices et décombres de la Haute-ville seront transportées hors de l'enceinte des murailles, ou en deçà dans les carrières, de manière qu'elles ne nuisent nullement, et à une distance convenable des rues et de toute maison pour ne procurer aucune incommodité.—Quiconque ne se conformera pas en tous les points de cet article, encourra une amende de Dix shellings.

**ART. II.** Les cabanes de débit ou étaux des Bouchers tant dans la Haute que dans la Basse-ville seront regardées comme des maisons, et les propriétaires tiendront leur part de la rue ou du marché nette, chacun devant et derrière la sienne, sous peine d'une amende de Cinq shellings.

**ART. III.** L'on ne souffrira aucun cheval ou cochon errant dans les rues, sous peine d'une amende de Cinq shellings pour chaque contravention, payable par le propriétaire.

**ART. IV.** Personne ne jettera dans les rues aucune eau sale, poussière, cendre, suite ou ordure que ce soit, sous peine de Cinq shellings pour chaque contravention.

**ART. V.** Il ne sera permis à qui que ce soit de former dans les rues des tas de bois, ni d'y laisser des charettes, caleches, carioles ou futailles pour les embarrasser, sous peine de Cinq shellings pour chaque contravention.

**ART. VI.** Tous ceux qui défobéiront aux ordres de quelque Commissaire de la paix, en refusant d'oter tout ce qui pourroit nuire ou embarrasser trouvé sur la part qu'ils ont à leur charge, paieront Cinq shellings pour chaque refus de se conformer aux ordres.

**ART. VII.** Il ne sera permis à personne de tenir des cochons dans aucun enclos ou cour assez près de quelque rue pour nuire à son voisin ou aux passans, sous peine de Vingt shellings, et sera obligé de les en retirer.

**ART. VIII.** Tout Boucher tiendra nette la place où il tue ses bestiaux; et fera son possible pour la tenir exempte de mauvaise odeur.

Si l'odeur de quelqu'une de ces places devient nuisible, et qu'on vienne à s'en plaindre à un Commissaire de la paix, il pourra accorder un ordre par écrit, adressé à un huissier, pour commander au Boucher dont on se plaindra, de laisser entrer le complainant accompagné d'un huissier, pour prendre inspection du lieu où il tue ses bestiaux; si le Boucher leur refuse l'entrée, il paiera, pour chaque refus, vingt shellings; mais si par obéissance aux ordres il leur permet de visiter la dite place, et qu'ils trouvent que l'odeur désagréable provient de la saleté et des ordures qu'on y trouvera, le Boucher trouvé en faute paiera Dix shellings, et sera au plutôt oter toute immondice.

**ART. IX.** Aucune personne ne tuera des veaux ou tout autre animal dans les rues ou les places de marché, sous peine de Cinq shellings.

**ART. X.** Toutes personnes qui apporteront des éturgeons ou autres gros poissons au marché, et les évideront dans les rues ou places de marché, paieront Cinq shellings d'amende.

**ART. XI.** Un chacun nettoiera la rue devant sa maison, appendance, hangard ou emplacement, tous les Samedis, sous peine d'une amende de Cinq shellings.

**ART. XII.** Les Chartiers nettoieront la place du marché de la Basse-ville, tous les Samedis, sous peine d'une amende de Cinq shellings pour quiconque d'entr'eux refusera de se prêter à cet ouvrage.

Par Ordre de la Cour,

DAVID LYND, Greffier de la paix.

**QUEBEC, le 8 MAI.**

Lundi dernier le vaisseau transport le Général Conway arriva de Port-basque en Terre-neuve. C'est le premier vaisseau étranger arrivé ce printemps.

Et Mardi matin, le Navire de sa Majesté l'Apollon, Capitaine Pownall, arriva aussi de Plymouth en 34 jours. Le Général BURGONNE et ses Aides-de-camp, le Capitaine Lemaitre, Thomas Ainslie, Ecuyer, Collecteur, Mr. Alexandre Davison, Marchand, Madame et Mademoiselle Drummond, sont venus passagers dans ce Navire. Vers les dix heures, l'équipage étant rangé sur les vergues de la frégate le Général débarqua au bruit d'une décharge de canons.

Le même jour étant l'anniversaire de la levée du siège de cette ville par les rebelles, on fit jouer le soir, sur la place d'armes, plusieurs feux d'artifice curieux et bien exécutés, à l'entière satisfaction d'un concours nombreux de spectateurs.

Nous apprenons que l'Honorable PIERRE LIVIUS, écuyer, est nommé Juge en chef dans cette Province; et JEAN DRUMMOND, écuyer, membre du Conseil Législatif.

Nous sommes obligés de différer jusqu'à notre prochaine quelques Nouvelles de la Gazette de Londres, faute de place dans celle-ci.

**AVERTISSEMENTS.**

TOUS ceux à qui il est dû par Jacques Perry, tailleur d'habits à Montréal, lequel a fait faillite, sont requis et priés d'envoyer leurs comptes sous un mois à compter de la publication du présent avertissement, à M. PIERRE PANET, Avocat et Notaire à Montréal, Syndic des créanciers du dit Jacques Perry; faute de quoi ils seront responsables de leur négligence et déçus d'aucun dividend. Tous ceux qui doivent au dit Jacques Perry sont pareillement requis et priés d'en paier immédiatement le montant au dit PIERRE PANET, Syndic, faute de quoi il sera dans la dure nécessité d'avoir recours à la loi.

La vente des effets et marchandises du dit Jacques Perry se fera en la maison où il demeure, et commencera le Lundi douzième Mai prochain, au plus offrant et dernier enchérisseur.  
P. ANET, Syndic.  
Montréal, le 26 Avril, 1777.

**ANTOINE MOINEAU, habitant du Sault au Recol-**

let, avertit le Public, qu'il a acquis par deux contrats, l'un du 27 Mars 1775, l'autre du 24 Mars 1777, passés devant Mre. FOUCHER Notaire et son Collègue, une terre de trois arpens de front sur quarante arpens de profondeur, de Joseph Vandandoigie dit Gadebois; la dite terre sise au Sault au Recollet, bornée par le front à la Rivière des Prairies et en profondeur à l'about des terres de la côte St. Léonard ou St. Michel, touchant d'un côté au Sud-ouest à la terre de Jacques La Combe et d'autre côté au Nord-est à la veuve Léonard: Si quelques personnes ont droit sur la dite terre par hypothèque ou autrement, elles sont priées d'en donner avis à l'acquéreur dans le délai d'un mois des présentes, en l'étude de Mre. FOUCHER Notaire et Avocat à Montréal, passé lequel tems elles seront déçus de leurs prétentions.

Pour le dit ANTOINE MOINEAU,

A Montréal, le 7 Avril, 1777.

FOUCHER, Avocat.

**ANTHONY MOINEAU, Inhabitant at the Sault au**

Recollet, hereby notifs the Publick, That by two Deeds of Sale the one dated the 27th of March, 1775, and the other the 24th of March, 1777, passed before Mr. FOUCHER, Notary, and his Colleague, he purchased of Joseph Vandandoigie alias Gadebois, a Piece of Land three Arpents in Front by forty Arpents in Depth, situate at the Sault au Recollet, bounded in the Front by the River des Prairies, and behind by the Extremity of the Lands of St. Leonard and St. Michael, joining on the South-west Side to the Lands of James La Combe, and on the other to the North-east to the Widow Léonard: Any persons having Claims on the said Land by Mortgage or otherwise, are desired to give Notice thereof to the Purchaser, within a Month from this Date, in the Chambers of Mr. FOUCHER, Notary and Advocate in Montreal, after which Time they will be excluded from all Pretensions.

For the said ANTHONY MOINEAU,

Montreal, April 7, 1777.

FOUCHER, Advocate.